

DROIT À L'AVORTEMENT

LE VISAGE DE LA LUTTE.

EN POLOGNE, MARTA LEMPART SE BAT POUR LE DROIT À L'IVG. MENACÉE DE MORT, L'AVOCATE A ÉTÉ PLACÉE SOUS PROTECTION POLICIÈRE. ELLE A ACCEPTÉ DE NOUS RÉPONDRE.

PAR HÉLÈNE GUINHUT

Marta Lempart organise la résistance à Varsovie. Cofondatrice en 2016 du mouvement Strajk Kobiet (La Grève des femmes), cette avocate de 42 ans est à l'origine de la vague de manifestations qui a déferlé sur le pays au lendemain du 22 octobre 2020. Ce jour-là, le Tribunal constitutionnel, instance contrôlée par le pouvoir conservateur, a interdit les IVG en cas de malformation du fœtus. Ce qui restreint encore un peu plus l'accès à l'avortement, limité depuis 1993 aux cas de viol, d'inceste ou lorsque la vie de la mère est en danger. Inacceptable pour Marta Lempart, qui risque aujourd'hui jusqu'à huit ans de prison.

ELLE. UN AN APRÈS L'ADOPTION DE LA LOI INTERDISANT L'AVORTEMENT EN CAS DE MALFORMATION DU FŒTUS, OÙ EN EST LA RÉSISTANCE ?

MARTA LEMPART. En Pologne, pas un médecin n'a eu le courage de dire publiquement : je m'oppose à cette décision absolument illégale et je vais continuer à pratiquer des avortements. Le fait que nous n'ayons pas cette figure héroïque dont nous avons besoin me met extrêmement en colère. Mais je vois aussi cette nouvelle génération qui refuse de se taire et manifeste avec des pancartes géantes en répétant le mot en « A » (aborcja en polonais) cinquante fois. En 2016, seule 37 % de la population était pour la légalisation de l'avortement. Aujourd'hui, c'est 69 %.

"JE RISQUE JUSQU'À HUIT ANS DE PRISON POUR AVOIR ORGANISÉ ET PRIS PART À DES MANIFESTATIONS."

MARTA LEMPART



MARTA LEMPART
LORS D'UNE
MANIFESTATION EN
POLOGNE,
LE 28 NOVEMBRE
2020.

ELLE. QUELLES SONT LES OPTIONS POUR UNE FEMME SOUHAITANT AVORTER ?

M.L. Déjà, lors du test prénatal, certains médecins mentent quand ils constatent un problème avec le fœtus parce qu'ils craignent d'être

poursuivis si les femmes décident d'avorter. Dès que vous êtes enceinte, si l'on suspecte que vous pourriez ne serait-ce que songer à l'avortement, l'hôpital peut transmettre votre nom et vos coordonnées à des militants pro-vie. Beaucoup de femmes préfèrent faire leur suivi de grossesse à l'étranger. Grâce à l'ONG Abortion Without Borders (Avortement sans frontières), les Polonaises peuvent avoir accès à un avortement médicamenteux chez elles ou financer un voyage à l'étranger. Depuis 2019, leur numéro de téléphone s'affiche absolument partout : durant les manifestations, dans la rue, ou même sur le T-shirt que les politiciens de l'opposition portent sur les plateaux télé. C'est l'un des numéros d'urgence les plus connus après celui de la police !

ELLE. Y A-T-IL UN ESPOIR DE LÉGALISER L'AVORTEMENT ?

M.L. Depuis le mois d'août, nous essayons de réunir suffisamment de signatures pour déposer une loi devant le Parlement. Il nous en faut cent mille. Si l'Argentine l'a fait, nous y arriverons aussi.

Cette pétition nous permet de discuter et d'informer. Quand les gens voient que nous sommes des femmes de la classe moyenne, issues de petites villes, loin du stéréotype de la féministe intello bourgeoise, ils nous écoutent.

ELLE. À QUELS RISQUES S'EXPOSENT CELLES QUI MANIFESTENT ?

M.L. Je risque jusqu'à huit ans de prison pour avoir organisé et pris part à des manifestations. Environ deux mille personnes sont poursuivies. Jusqu'à l'an dernier, seuls les organisateurs étaient visés, mais en 2021 le simple fait de participer à une manifestation suffit à faire de vous une cible. Dans les grandes villes, la violence policière a

franchi un cap. Les forces de l'ordre retiennent des manifestants pendant des heures, les frappent, collectent illégalement leurs informations personnelles...

ELLE. AVEZ-VOUS PEUR POUR VOTRE VIE ?

M.L. J'ai été menacée de mort par une personne qui a le même profil que l'assassin de Pawel Adamowicz, l'ex-maire de Gdansk, victime d'un assassinat politique. Même la police, qui me déteste, m'a placée sous protection. Mais non, je n'ai pas peur.